

LA PRÉDICATION DES LAÏCS DANS LA LÉGISLATION UNIVERSELLE ET DANS LA LÉGISLATION COMPLÉMENTAIRE DES CONFÉRENCES DES ÉVÊQUES (C. 766)

Dominique Le Tourneau

SOMMAIRE: I. La législation universelle. A) Un bref rappel historique. B. Les normes du code de droit canonique de 1983.– II. Le droit particulier. A) Le rôle de l'autorité ecclésiastique. B) Les conditions que les laïcs doivent réunir. Conclusion.

Il est peu de sujets qui aient autant retenu l'attention des canonistes autour de la tenue du deuxième concile du Vatican que les laïcs. Jusque là souvent négligé, réduit à la condition de simple sujet, de membre d'une Église *discens*, de chrétien "mineur" chargé de devoirs mais presque dépourvu de droits, le laïc apparaît alors au grand jour dans sa condition d'enfant de Dieu, appelé ontologiquement à la sainteté et à participer à la mission évangélisatrice de l'Église.

Rendu participant des *munera* prophétique, sacerdotal et royal du Christ, il voit son rôle dans l'Église valorisé, quoique parfois

encore de façon timide. Il reste encore beaucoup à faire, par exemple pour assurer une protection efficace de ses droits fondamentaux¹.

Nous nous sommes intéressé ailleurs à la participation des laïcs au *munus docendi*². Nous voudrions revenir sur un aspect de cette participation des laïcs au ministère de la parole, le *ministerium verbi*. Celle-ci intervient dans cinq secteurs, sans que des recoupements soient exclus: la prédication proprement dite de la parole de Dieu, l'instruction catéchétique, l'enseignement catholique, les universités catholiques et la diffusion de la foi par le biais des moyens de communication sociale. Nous nous tiendrons ici uniquement au rôle que les laïcs peuvent remplir dans la prédication. Encore conviendra-t-il de chercher à préciser ce qu'il faut entendre par prédication, étant donné que le concept ne fait pas l'objet d'une définition précise dans le code et que la prédication de type homélitique est précisément au cœur du sujet qui retient notre attention.

Notre propos est donc de décrire la condition faite aux laïcs en la matière à partir des normes édictées par les conférences des évêques qui se sont prononcées à ce jour. Mais pour en apprécier la portée, et parfois l'originalité, il convient de rappeler d'abord, dans ses grandes lignes, la législation universelle (I). Nous pourrions alors regrouper le droit particulier autour des différents points qui auront été ainsi mis en évidence (II).

¹. Cf. D. LE TOURNEAU, "Quelle protection pour les droits et les devoirs fondamentaux des fidèles dans l'Église?", *Studia Canonica* 28 (1994), p. 59-83.

². Cf. D. LE TOURNEAU, "La prédication de la parole de Dieu et la participation des laïcs au 'munus docendi': fondements scripturaires et codification", *Ius Ecclesiae* 2 (1990), p. 101-125.

I. LA LÉGISLATION UNIVERSELLE

Pour apprécier la législation universelle, telle qu'elle est présente dans le code de 1983, nous allons d'abord esquisser à très larges traits l'histoire de la participation des laïcs à la prédication, l'accent étant principalement mis sur l'évolution de la discipline depuis le concile Vatican II (A). Nous disposerons ainsi de l'éclairage, à la fois théologique et juridique, indispensable pour comprendre les normes du code, qui ne peuvent être correctement appréhendées que dans ce contexte ecclésiologique (B).

A. *Un bref rappel historique*

Les commentateurs des normes du code de droit canonique de 1983 sur le ministère de la parole sont unanimes à souligner le renversement de perspective opéré par le législateur par rapport à la codification pie-bénédictine pour ce qui est, concrètement, de la prédication par des laïcs³. Nous assistons ainsi à un retour à la situation qui prévalait du temps des premiers chrétiens.

En effet, sans qu'il nous soit loisible de nous étendre sur l'aspect historique de la question⁴, quelques considérations s'imposent. La participation des laïcs au ministère de la prédication dans l'Église primitive s'explique aisément par la nécessité de pourvoir à la première évangélisation. Saint Thomas fera remarquer que si n'importe qui peut administrer le baptême en cas de nécessité, s'il agit avec l'intention de faire ce que fait l'Église,

³. "Concionari in ecclesia vetantur laici omnes, etiam religiosi" (c. 1342 § 2 du CIC 17). "Ad prædicandum in ecclesia vel oratorio admitti possunt laici..." (c. 766 du CIC 83).

⁴. Cf. W. BRANDMÜLLER, "Annuncio della Parola e Ordinazione. Il problema della predicazione dei laici alla luce della storia della Chiesa", *Divinitas* 31 (1987), p. 144-185.

n'importe quel fidèle peut assurer l'instruction de la foi en vue de la conversion⁵, car il est encore plus important de prêcher que de baptiser⁶. Mais il n'est jamais dit que les laïcs aient la capacité à assurer une prédication sacrée au sens strict, c'est-à-dire à donner une explication autorisée de la parole dans la liturgie⁷.

Le fondement de cette intervention des laïcs doit être cherché dans la participation de tous les baptisés au sacerdoce du Christ. Du fait de leur baptême tous et chacun des fidèles détiennent le sacerdoce commun, qui les députe à l'apostolat⁸. Cette réalité, magistralement récupérée par le concile Vatican II⁹, se trouve très présente dans le code de 1983. Le c. 759 énonce que "les laïcs, en vertu du baptême et de la confirmation, sont par la parole et par l'exemple de leur vie chrétienne témoins du message évangélique"¹⁰.

5. "Instructio [...] conversiva ad fidem [...] potest competere cuilibet prædicatori, vel etiam cuilibet fidei" (*Summa Theologiae* III, q. 71, a. 4 ad 3).

6. Cf. F. M. TASCIOITI, "Ministero della parola e impegno per l'evangelizzazione: la norma canonica a confronto con le tesi tomiste", *Ephemerides Iuris Canonici* 48 (1992), p. 109.

7. Cf. F. E. PRADO ARIAS, "El sujeto del ministerio de la palabra en la 'Tradición Apostólica' (Consideraciones en torno a la participación del laico en la función de enseñar)", *Excerpta e dissertationibus in Iure Canonico*, Pampe-lune, vol. VI, 1988, p. 295-332; M. LÓPEZ ARANDA, "Los laicos y la misión canónica para predicar, según el derecho clásico", *Las relaciones entre la Iglesia y el Estado. Estudios en memoria del Profesor Pedro Lombardía*, Madrid-Pampelune, 1989, p. 865-880.

8. Cf. P. RODRÍGUEZ, "Sacerdocio ministerial y sacerdocio común en la estructura de la Iglesia", *Romana* 3 (1987), p. 162-167; D. LE TOURNEAU, "Le sacerdoce commun et son incidence sur les obligations et les droits des fidèles en général et des laïcs en particulier", *Revue de Droit Canonique* 39 (1989), p. 155-194; C. SOLER, "El derecho fundamental a la palabra y los contenidos de la predicación", *Fidelium Iura* 2 (1992), p. 305-331.

9. CONCILE VATICAN II, const. dogm. *Lumen gentium*, n° 10.

10. Cf. E. PARADA, "La posición activa de los laicos en el ejercicio del 'munus docendi' ", *Ius Canonicum* 27 (1987), p. 99-118.

C'est donc la communauté chrétienne tout entière – et non la seule hiérarchie – qui est responsable de conserver le dépôt de la foi et de le communiquer aux générations qui se succèdent. Tous les fidèles ont le droit et le devoir fondamentaux¹¹ d'œuvrer pour que le message de salut gagne toujours plus de terrain dans le monde, jusqu'à répondre à la nature universelle de l'Évangile et de l'Église catholique¹².

Cette participation au *munus* prophétique du Christ va se trouver limitée assez rapidement pour deux raisons. D'une part, l'accroissement considérable du nombre des fidèles, qui conduit à une délimitation plus stricte des pouvoirs dans l'Église. Et, d'autre part, les persécutions dont la communauté des croyants pâti durement aux III^{ème} et IV^{ème} siècles: elles aboutissent à renforcer le principe hiérarchique en limitant, par contrecoup, le principe de l'égalité de tous les fidèles face à Dieu¹³. Ici encore, il faudra attendre notre siècle finissant pour que ce principe d'égalité fondamentale de tous les fidèles soit remis en valeur¹⁴.

La récupération d'un principe aussi essentiel est évidemment de première importance pour la question qui nous occupe. L'ordination sacrée n'est pas la seule, dans l'Église, à habilitier à faire de l'apostolat et à assurer l'évangélisation¹⁵. Tout chrétien

¹¹. Sur la notion de droits fondamentaux, cf. D. IE TOURNEAU, "Les droits et les devoirs fondamentaux des fidèles et la communion dans l'Église", *Ius in vita et in missione Ecclesiae. Acta Symposii Internationalis Iuris Canonici occurrente X Anniversario promulgationis Codicis Iuris Canonici diebus 19-24 aprilis 1993 in Civitate Vaticana celebrati*, Cité du Vatican, 1993, p. 367-382.

¹². Cf. c. 204 § 1, 211.

¹³. Cf. P. G. CARON, "La partecipazione dei laici alla 'potestas magisterii' ecclesiastica", *La Chiesa dopo il Concilio. Rome, 14-19 janvier 1970*, Milan, 1972, vol. II-1, p. 281-294.

¹⁴. Cf. notamment A. DEL PORTILLO, *Fidèles et laïcs dans l'Église*, Paris, 1980.

¹⁵. Cf. JEAN-PAUL II, exhort. ap. post-synodale *Christifideles laici*, 30 décembre 1988.

doit accomplir, selon ses conditions propres, la mission que Dieu a confiée à l'Église dans le monde. C'est ce qui explique et justifie que les laïcs puissent, eux aussi, prêcher la parole de Dieu¹⁶.

Rompant avec certaines habitudes bien ancrées, le concile Vatican II affirme que "les laïcs peuvent, de diverses manières, être appelés à coopérer plus immédiatement avec l'apostolat de la hiérarchie"¹⁷. Le décret sur l'apostolat des laïcs précise qu'il arrive que "la hiérarchie confie aux laïcs certaines charges touchant de plus près aux devoirs des pasteurs: dans l'enseignement de la doctrine chrétienne, par exemple, dans certains actes liturgiques et dans le soin des âmes"¹⁸. Abordant la question des célébrations liturgiques les dimanches et jours de précepte, surtout là où le prêtre fait défaut, les Pères conciliaires invitent à ce que, "dans ce cas, un diacre, ou quelqu'un d'autre délégué par l'évêque, dirige la célébration"¹⁹.

Tel est l'arrière-plan doctrinal sur lequel un certain nombre de décisions vont s'appuyer pour permettre à des laïcs d'assumer un rôle dans la prédication au cours de la période qui suit l'assemblée conciliaire jusqu'à la promulgation du nouveau code de droit canonique, et au-delà.

1°. En 1964, la sacrée congrégation des rites autorise les célébrations dominicales en l'absence de prêtre: un laïc qui préside ce genre de célébration "lira une homélie choisie par l'évêque ou par le curé"²⁰. Toutefois il ne faut nullement y voir

16. Cf. E. ZANETTI, "I laici possono predicare e insegnare nella Chiesa?", *Quaderni di Diritto Ecclesiale* 2 (1989), p. 268-269.

17. CONCILE VATICAN II, const. dogm. *Lumen gentium*, n. 33.

18. CONCILE VATICAN II, décr. *Apostolicam actuositatem*, n. 24.

19. CONCILE VATICAN II, const. *Sacrosanctum Concilium*, n. 35.

20. SACRÉE CONGRÉGATION DES RITES, instr. *Inter Œcumenici*, 26 septembre 1964, n. 37, *Enchiridium Vaticanum* 2, p. 317, n. 247.

une faculté de prêcher accordée aux laïcs, mais seulement celle de *lire* une homélie déjà préparée²¹.

2°. Dans le cadre de la promotion de l'œcuménisme, des ministres non-catholiques, y compris ceux que l'Église considère comme laïcs parce qu'elle juge leur ordination invalide, peuvent être admis à certaines fonctions dans des célébrations autres que la messe, dans l'Église catholique, y compris à prêcher²². Outrepassant la législation universelle, certains évêques ont autorisé l'échange de prédicateurs, notamment pendant la semaine pour l'unité des chrétiens.

3°. Début 1973, les évêques allemands demandent l'autorisation de faire prêcher des laïcs qualifiés dans les églises. La réponse de la sacrée congrégation pour le clergé à la conférence des évêques d'Allemagne est apportée en novembre de la même année, et offre trois possibilités. D'abord, des laïcs peuvent être autorisés à prononcer l'homélie lors de la célébration dominicale sans prêtre. La précision de l'instruction *Inter Œcumenici* n'est pas reprise. Par conséquent, l'homélie n'est, en principe, pas choisie au préalable par le pasteur de l'église. En second lieu, un laïc peut également être autorisé à prêcher au cours de la messe quand le célébrant est incapable, pour des raisons "physiques ou morales" de remplir cette fonction. Enfin, la même autorisation peut être accordée dans certaines circonstances, quand il est utile qu'un laïc prêche pendant la messe²³.

²¹. Cf. G. FELICIANI, "La prédication des laïcs dans le code", *L'Année Canonique* 31 (1988), p. 118.

²². SECRÉTARIAT POUR L'UNITÉ DES CHRÉTIENS, instr. *Ad totam Ecclesiam*, 14 mai 1967, n. 56, *Enchiridium Vaticanum* 2, p. 1004-1083.

²³. Lettre du card. Wright, préfet de la s. congr. pour le clergé, 20 novembre 1973: cf. X. OCHOA, *Leges Ecclesiae*, V, col. 6686 sqq; texte français dans *La Documentation Catholique*, n° 1657, 7 juillet 1974, p. 645-646; cf. également *La Documentation Catholique*, n° 1644, 16 décembre 1973, p. 1081.

Quelques remarques s'imposent. À proprement parler, la congrégation n'accorde pas aux laïcs la faculté de prononcer l'homélie. Elle accorde une autorisation de prêcher plus générale, dans une liturgie de la parole en dehors de la célébration eucharistique (§ A. 2), tout en accordant cette faculté de prêcher *etiam intra missam* (§ A. 4). Une dérogation était ainsi apportée au c. 1342 § 2 du code de 1917 *ad experimentum* pour une période de quatre ans. Elle a été rendue caduque par la législation universelle du nouveau code, le législateur n'ayant pas voulu créer de situations particulières²⁴.

4° Le Rituel de la messe pour les petits enfants autorise qu'un "des adultes qui participent à la messe, avec le consentement du curé ou du recteur de l'église, adresse la parole aux enfants après l'Évangile, spécialement s'il est difficile au prêtre de s'adapter à la mentalité de ses jeunes auditeurs"²⁵.

5° La réponse négative de la commission pontificale pour l'interprétation authentique du code de droit canonique, à la question: "Utrum Episcopus diœcesanus dispensare valeat a præscripto c. 767 § 1, quo sacerdoti aut diacono homilia reservatur"²⁶, reconnaît implicitement que les laïcs peuvent prononcer l'homélie. Mais une dispense du Siège apostolique est alors requise, non de l'évêque diocésain²⁷ à qui cette faculté a été retirée par cette réponse. Plus qu'interpréter authentiquement la norme du code, cette réponse établit-elle plutôt une nouvelle

²⁴. Cf. F. FOX, "Homily and the Authentic Interpretation of Canon 767, 1", *Apollinaris* 62 (1989), p. 168.

²⁵. *Directoire pour la messe des petits enfants*, 1er novembre 1973, n. 24.

²⁶. Réponse du 26 mai 1987. Cf. le texte dans *Code de droit canonique. Édition bilingue et annotée*, sous la responsabilité de l'INSTITUT MARTÍN DE AZPILCUETA, trad. française établie à partir de la 4ème éd. espagnole sous la direction de E. CAPARROS, M. THÉRIAULT, J. THORN, Montréal, 1990, p. 1228-1229.

²⁷. Cf. E. ZANETTI, "I laici possono...", *a.c.*, p. 272.

réserve pontificale?²⁸ Nous estimons que tel n'est pas le cas, et que la réponse authentique déclare simplement l'esprit des canons et du système juridique de l'Église à propos d'une norme qui ne peut faire l'objet d'une dispense²⁹.

6° Le directoire pour la célébration dominicale en l'absence de prêtres établit que "pour que les participants puissent assimiler la parole de Dieu, il doit y avoir une certaine explication des lectures, ou un silence sacré pour méditer ce qui a été entendu. Étant donné que l'homélie est réservée au prêtre ou au diacre, le mieux est que le curé transmette l'homélie qu'il a préparée au modérateur du groupe, pour qu'il la lise. Cependant, l'on observera ce que la conférence des évêques aura disposé sur ce point"³⁰. Cette explication semble se rapprocher de l'intervention de laïcs permise dans les messes pour les petits enfants. Mais l'on retiendra que l'homélie, si homélie il y a, sera transmise par le curé au modérateur de l'assemblée, tout comme cela était prévu par l'instruction *Inter Œcumenici*³¹.

²⁸. F. J. URRUTIA, "Responsa Pontificiæ Commissionis Codicis Iuris Canonici authentice interpretando", *Periodica* 77 (1988), p. 624.

²⁹. Cf. en ce sens, J. A. FUENTES, "Respuestas de la C.P. para la Interpretación auténtica del C.I.C. de fecha 20.VI.1987", *Ius Canonicum* 28 (1988), p. 623-634, en particulier les p. 631-633.

³⁰. SACRÉE CONGRÉGATION POUR LES SACREMENTS ET LE CULTE DIVIN, *Directoire pour les célébrations dominicales en l'absence de prêtre*, 2 juin 1988. Cf. le texte dans *Notitiæ* 24 (1988), p. 366-378; J. A. FUENTES, "Regulación canónica de las celebraciones dominicales en ausencia de presbítero (Comentario al Directorio de la Congr. para el Culto divino de 2.VI.1988)", *Ius Canonicum* 29 (1989), p. 559-574.

³¹. Cf. J. A. FUENTES, "Regulación canónica de las celebraciones dominicales en ausencia de presbítero (Comentario al Directorio de la Congr. para el Culto divino de 2.VI.1988)", *Ius Canonicum* 29 (1989), p. 559-574; J. MANZANARES, "De celebrationibus dominicalibus absente presbytero iuxta Directorium 'Christi Ecclesia'", *Periodica* 78 (1989), p. 477-501; J. IÓPEZ MARTÍN, "El Directorio para las celebraciones dominicales en ausencia de presbítero", *Revista Española de Derecho Canónico* 46 (1989), p. 615-639; M.

S'il est vrai que par la prédication l'évêque et le prêtre réunissent la communauté chrétienne avec l'autorité du Christ chef, il n'en reste pas moins qu'ils doivent amener les autres fidèles à prendre conscience de la part active qu'ils doivent assumer, chacun *suo modo*³², dans l'annonce de l'Évangile, et "conférer à certains d'entre eux, quand cela est nécessaire et utile, une mission revêtue d'une certaine autorité", telle que la prédication dans le cas qui retient notre attention³³.

B. *Les normes du code de droit canonique de 1983*

D'entrée de jeu, nous allons tenter de distinguer les différentes formes de prédication possibles, pour examiner successivement les circonstances qui permettent l'accès de laïcs à la prédication, l'autorité compétente pour en décider, la nature juridique de l'acte par lequel elle accorde l'autorisation, les conditions que les laïcs doivent remplir, le moment de la célébration auquel la prédication doit se situer.

1. *Les formes de prédication* sont variées. "Le ministère de la parole est la communication du message de salut: il apporte l'Évangile à l'humanité."³⁴ Dans le code actuel, le chapitre sur la prédication a été délibérément placé avant celui sur la catéchèse³⁵, et séparé du titre sur l'activité missionnaire. La

HENCHAL, "Sunday Assemblies in the Absence of a Priest", *The Jurist* 49 (1989), p. 607-631.

³². Cf. J. A. FUENTES, "Los laicos testigos del anuncio evangélico", *La misión del laico en la Iglesia y en el mundo. VIII Simposio Internacional de Teología*, Pampelune, 1987, p. 691-703, en particulier p. 700-703.

³³. Cf. E. ZANETTI, "I laici possono...", *a.c.*, p. 269.

³⁴. SACRÉE CONGRÉGATION POUR LE CLERGÉ, *Directoire catéchétique général*, 11 avril 1971, n. 11. Cf. C. SOLER, "Los contenidos del ministerio de la palabra", *La misión docente de la Iglesia*, Salamanca, 1992, p. 75-114.

³⁵. Cf. *Communicationes* 19 (1987), p. 238-239.

prédication est ainsi présentée comme une activité *a se*, fondement de la formation catéchétique et adressée aux croyants, alors que la prédication missionnaire vise ceux qui n'ont pas encore embrassé la foi³⁶. Toutefois l'instruction catéchétique n'est pas clairement distinguée de l'homélie. L'on a fait remarquer que la différence résiderait peut-être en ce que l'homélie a une finalité essentiellement parénétique, alors que la catéchèse a pour premier objectif d'affermir la foi des fidèles et de les aider à l'approfondir³⁷.

Pourtant la prédication est quelque chose de bien distinct de la catéchèse, car elle est en rapport étroit avec la liturgie. "La prédication a un lien très étroit avec le déroulement de la liturgie. Elle introduit à la liturgie et elle en découle, elle se met au service de son déroulement, elle constitue une forme de son accomplissement."³⁸ Les textes du concile Vatican II présentent l'homélie comme un acte liturgique, indépendamment du lieu où elle est prononcée, c'est-à-dire qu'elle le soit au cours de la messe ou dans une autre célébration.

Cet acte liturgique doit proclamer "les merveilles de Dieu dans l'histoire du salut qui est le mystère du Christ, lequel est toujours présent et actif parmi nous"³⁹, autrement dit, "les mystères de la foi et les normes de la vie chrétienne"⁴⁰. Il prend appui pour cela sur "la Sainte Écriture et la liturgie"⁴¹. Aujourd'hui comme aux origines de l'Église, la matière ordinaire de la prédication "est le

³⁶. Cf. J. H. PROVOST, "Brought Together by the Word of the Living God (Canons 762-772)", *Studia Canonica* 23 (1989), p. 349.

³⁷. Cf. G. FELICIANI, "La prédication...", *a.c.*, p. 122-123.

³⁸. R. GUARDINI, cité par F. BROVELLI, "L'omelia. Elementi di riflessione del dibattito recente", *La Scuola Cattolica* 117 (1989), p. 293.

³⁹. CONCILE VATICAN II, const. *Sacrosanctum Concilium*, n. 35.

⁴⁰. *Ibid.*, n. 52.

⁴¹. *Ibid.*, n. 35. Cf. *ibid.*, n. 24, 52; const. dogm. *Dei Verbum*, n. 2, 7, 8, 24; const. dogm. *Lumen gentium*, n. 25, 29; décr. *Presbyterorum ordinis*, n. 4...

Symbole de la foi et le Décalogue, les préceptes de l'Église et les sacrements, les vertus et les vices, les devoirs propres aux diverses classes de fidèles, les fins dernières et les autres vérités éternelles⁴². D'autre part, la source de la prédication est par excellence la Sainte Écriture – complétée et interprétée authentiquement par la Tradition divino-apostolique –, les décisions infaillibles du Saint-Siège et des conciles œcuméniques, et les décisions bien que non infaillibles des conciles provinciaux et des synodes diocésains; il y a ensuite la source dérivée représentée par l'enseignement théologique de la doctrine certaine."⁴³

L'introduction à l'*editio typica altera* de l'*Ordo lectionum Missæ* de 1970 met en relief le lien naturel de l'homélie avec le déroulement de l'année liturgique, l'unité inséparable du rite eucharistique entre parole et sacrement, dans une référence explicite à "un exposé vivant de la foi" pour guider "la communauté des fidèles à participer activement à l'Eucharistie". Celui qui préside la liturgie de la parole "remplit un rôle propre et exerce le ministère de la parole y compris quand il prononce l'homélie. Par celle-ci, en effet, il guide ses frères à comprendre et à goûter la Sainte Écriture, il ouvre le cœur des fidèles à rendre grâce pour les faits merveilleux que Dieu a accomplis; il nourrit la foi de ceux qui sont présents pour ce qui regarde cette parole qui dans la célébration, sous l'action de l'Esprit Saint, devient sacrement; il les prépare enfin à une communion fructueuse et les exhorte à assumer les engagements de la vie chrétienne" (n. 41).

"La liturgie de la parole et la liturgie eucharistique sont si étroitement unies qu'elles forment un seul acte de culte."⁴⁴ Cette affirmation conciliaire exclut toute dissociation de ces deux

⁴². Cf. LÉON XIII, motu proprio *Sacrorum Antistitum*, 31 août 1894.

⁴³. Fr. M. TASCIOTTI, "Ministero della parola...", *a.c.*, p. 109. L'on verra d'autres textes récents du magistère dans F. FOX, "Homily and...", *a.c.*, p. 151 ss.

⁴⁴. CONCILE VATICAN II, const. *Sacrosanctum Concilium*, n. 56.

aspects de la liturgie. "De tous les sacrements, celui qui présente la plus grande analogie avec la prédication [...] est l'Eucharistie."⁴⁵ Prédication et sacrement sont tous deux orientés à l'acte de foi, au même titre. Mais si la prédication tend à l'acte de foi, "ce n'est que dans l'action sacramentelle et en premier lieu dans la célébration eucharistique que sont réunies toutes les conditions qui assurent l'efficacité de l'acte"⁴⁶. C'est pourquoi, si l'homélie n'était pas réservée aux ministres ordonnés, nous assisterions à une dissociation entre "d'une part l'ordre et la prédication, et d'autre part la parole et le sacrement"⁴⁷.

Le magistère de l'Église précise les différences entre la catéchèse et la prédication⁴⁸.

Cependant, il n'est pas dit que toute célébration liturgique comporte nécessairement une homélie. Les rubriques indiquent dans chaque cas le moment où l'homélie se situe, si elle est prévue⁴⁹. Donc, "tout en maintenant que l'homélie est essentiellement un acte liturgique, ils [les Pères conciliaires] n'ont pas dit que l'homélie est un élément essentiel de la liturgie"⁵⁰.

Le c. 767 § 1 ne définit pas des éléments de la liturgie, ce qui serait contraire aux intentions du concile, mais la nature de l'homélie, en indiquant d'une part que l'homélie n'est pas seulement une institution légale, mais aussi et d'abord une institution liturgique et, d'autre part, qu'elle doit être interprétée

⁴⁵. GRASSO, cité par G. COPPA, "Il servizio della parola divina", *Monitor Ecclesiasticus* 109 (1984), p. 137.

⁴⁶. A. BERTULETTI, "Per una determinazione del concetto teologico di predicazione", *Il ministro della predicazione*, Casale, 1985, p. 23.

⁴⁷. H. M. LEGRAND, "Il laici e...", *a.c.*, p. 350.

⁴⁸. Cf., par exemple, JEAN-PAUL II, exhort. ap. *Catechesi tradendæ*, 16 octobre 1979, n. 48.

⁴⁹. Cf. CONCILE VATICAN II, const. *Sacrosanctum Concilium*, n. 35.

⁵⁰. F. FOX, "Homily and...", *a.c.*, p. 145.

dans le contexte du Livre IV du code⁵¹. Et ce, parce que le canon a la nature de loi constitutive.

En effet, une loi constitutive définit ce qui est essentiel à un acte ou à une institution juridique. Or le c. 767 § 1 contient les éléments essentiels de l'homélie et en indique la causalité. Le P. Fox relève que nous y trouvons premièrement, la causalité formelle ou nature de l'homélie, qui est d'être une partie de la liturgie; deuxièmement, la causalité efficiente, c'est-à-dire celui qui peut faire l'homélie, à savoir le ministre ordonné, car lui seul agit *in persona Christi* et y est donc spécifiquement député; troisièmement, la causalité finale, ou contenu de l'homélie: tout chrétien suffisamment formé serait en mesure d'assurer cette finalité si l'homélie était la simple mise en œuvre de la mission prophétique de l'Église, était de nature catéchétique; mais nous sommes ici dans le domaine sacramentel, dans le cadre d'un acte de culte comprenant un noyau de droit divin, dans lequel la proclamation et l'explication de la parole de Dieu sont assurées par quelqu'un qui agit *in persona Christi Capitis*; quatrièmement, la causalité matérielle, ou matière de l'homélie, à savoir l'explication des mystères de la foi, etc., comme nous l'avons indiqué⁵².

Quelques questions connexes doivent être soulignées. D'abord, la doctrine n'est pas unanime pour qualifier le c. 767 § 1 de *loi constitutive*. Certains auteurs sont d'avis qu'il s'agit d'une "loi disciplinaire en matière liturgique"⁵³, car cette loi traite de la façon d'accomplir une partie de la liturgie, puisque l'homélie "fait partie de la liturgie elle-même" (c. 767 § 1), et constitue avec elle un seul acte du culte⁵⁴. Dans une lettre non officielle, le président du Conseil pontifical pour l'interprétation

⁵¹.. *Ibid.*, p. 159.

⁵². *Ibid.*, p. 159-164.

⁵³. Cf. F. J. URRUTIA, "Responsa...", *a.c.*, p. 613.

⁵⁴. Cf. *Communicationes* 7 (1975), p. 152.

authentique du code de droit canonique estime être en présence d'une loi liturgique, et que l'homélie est une partie constitutive de la célébration liturgique. Ce à quoi il a été répondu que s'il s'agit d'une loi constitutive au sens du c. 84, l'homélie devrait être prêchée à toutes les messes, ce que ne prescrit pas le c. 767 § 2-3⁵⁵.

Par ailleurs, pour en défendre le caractère constitutif, à partir de la réponse du Conseil pontifical pour l'interprétation authentique du code de droit canonique, de 1987, qui dénie à l'évêque diocésain le pouvoir de dispenser de la norme du c. 767 § 1, le P. Fox aborde le problème sous un angle différent et procède par élimination. L'évêque diocésain n'a pas le pouvoir de dispenser de quatre genres de lois: celles dont la dispense est expressément réservée au Saint-Siège, les lois pénales, les lois procédurales et les lois constitutives⁵⁶. Le c. 838 § 1 réserve implicitement la discipline liturgique au Saint-Siège, mais cette dernière ne porte pas sur l'homélie, car ce serait contraire et à l'esprit du concile⁵⁷ et au c. 381 § 1, contraire aussi à l'interprétation stricte de ces lois. Que le c. 767 § 1 ne soit ni une loi pénale ni une loi procédurale, voilà qui est évident. Il reste donc qu'il est une loi constitutive⁵⁸. Tel est bien le cas, puisque le canon définit les éléments essentiels de l'homélie, comme cela a été montré ci-dessus, c'est-à-dire ce qui constitue essentiellement une institution ou un acte juridique (c. 86).

Nous avons déjà montré ailleurs que le terme *ministerium verbi* utilisé, entre autres, au c. 230 § 3 et dans l'intitulé du titre I du Livre III (*de divini verbi ministerio*) indique "une annonce de

⁵⁵. Cf. F. J. URRUTIA, "Responsa...", *a.c.*, p. 617-618.

⁵⁶. Cf. F. J. URRUTIA, *Les normes générales. Commentaire des c. 1-203*, Paris, 1994, p. 153-163.

⁵⁷. Cf. CONCILE VATICAN II, décr. *Christus Dominus*, n. 8.

⁵⁸. Cf. F. FOX, "Homily...", *a.c.*, p. 128-131; J. H. PROVOST, "Brought Together...", *a.c.*, p. 361-362.

la vérité faite au nom de l'Église dépositaire et administratrice de la parole de Dieu, en collaboration avec l'évêque et les prêtres, dont c'est une fonction propre de leur ministère"⁵⁹. Il ne s'agit donc pas, pour ce qui est de la prédication par un laïc, d'un ministère dit "institué", au sens du motu proprio *Ministeria quædam*. En effet, ce *ministerium verbi* "n'arrive jamais au genre de *prédication*, qui suppose toujours une articulation du message. Et s'il peut le devenir dans un cas, ce n'est pas une *prédication* qui s'intègre dans la liturgie eucharistique comme une partie de celle-ci, telle que l'homélie"⁶⁰. Tel est l'esprit des codificateurs⁶¹.

2) Quelles sont les *circonstances* qui permettent de faire appel à des laïcs pour prêcher dans une église ou dans un oratoire? Le c. 766 parle de "si certis in adiunctis necessitas id requirat aut in casibus particularibus utilitas id suadeat". Des conditions en "fait traditionnelles, qui ne spécifient rien d'extraordinaire"⁶². Nous les retrouvons, en effet, dans différents canons, que ce soit le c. 269, 1° à propos de l'honnête subsistance des clercs, le c. 535 § 4 au sujet de l'établissement d'archives paroissiales, ou le c. 1748 sur le transfert des curés, ou encore, sous une forme quelque peu nuancée au c. 1293 § 1, 1° où une *urgens necessitas* et une *evidens utilitas* sont requises pour aliéner des biens ecclésiastiques. En définitive, ces conditions expriment "le besoin d'être attentifs à des considérations pratiques au moment de décider de permettre que des laïcs prêchent dans une église"⁶³.

⁵⁹. D. LE TOURNEAU, "La prédication de la parole...", *a.c.*, p. 111.

⁶⁰. L. GUTIÉRREZ MARTÍN, "Los ministerios laicales", *Ius Canonicum* 26 (1986), p. 205.

⁶¹. Cf. *Communicationes* 13 (1981), p. 321.

⁶².. J. H. PROVOST, "Brought Together...", *a.c.*, p. 357.

⁶³. *Ibid.*

Contrairement au c. 230 § 3, la norme considérée n'exige pas un manque de prêtres pour s'appliquer⁶⁴.

Si les conditions ne sont donc pas extraordinaires, la concession faite aux laïcs de prêcher pendant les actions liturgiques doit être, elle, exceptionnelle. Si elle était donnée *modo habituali* et non *per modum exceptionis*, le danger serait grand de voir s'obscurcir la différence essentielle qui existe entre le sacerdoce ministériel et le sacerdoce commun des fidèles⁶⁵.

Tel auteur souhaite que le recours aux laïcs soit "banalisé". En effet, explique-t-il, banaliser une innovation peut en favoriser la réussite. Mais ce serait sortir du cadre exceptionnel prévu par le législateur. De plus, l'exemple avancé n'est pas convaincant: "Les modérateurs de communauté sans prêtre président accepteront d'abord de se former à la prédication; après cette première étape, le milieu où ils se trouvent acceptera plus facilement leur promotion au diaconat."⁶⁶ L'exemple n'est pas concluant, disions-nous, car, si l'intervention des laïcs dans la prédication devait se présenter comme une sorte de "tremplin" vers le diaconat, et donc vers l'entrée dans la cléricature (c. 266 § 1), ce serait tomber dans un cléricalisme outrancier – que l'auteur cité récuse par ailleurs à juste titre – et continuer d'envisager le laïc comme un fidèle "mineur", qui ne peut remplir adéquatement des tâches ecclésiales qu'à condition d'abandonner sa condition et de faire partie de la hiérarchie ecclésiastique. C'est précisément ce que la norme veut éviter, en visant au développement et au concours mutuel harmonieux du sacerdoce commun et du sacerdoce ministériel, vraiment complémentaires dans l'Église.

⁶⁴. Cf. A. MONTAN, "La funzione di insegnare nella Chiesa", COLLECTIF, *La normativa del nuovo Codice* (a cura di E. CAPPELLINI), Brescia, 2ème éd., 1985, p. 157-161.

⁶⁵. Cf. G. FELICIANI, "La prédication...", *a.c.*, p. 124.

⁶⁶. H. M. LEGRAND, "I laici e la predicazione", *Sacra doctrina* 29 (1984), p. 355.

De plus, rien ne permet d'étayer juridiquement un quelconque revendication des laïcs à prêcher à partir des droits et des devoirs fondamentaux des fidèles. Leur participation éventuelle à la prédication dans une église ou dans un oratoire est une activité publique, non privée relevant de la seule appréciation de l'intéressé. Elle doit, nous le verrons, être accomplie en communion avec l'autorité ecclésiastique et sous son autorité et son contrôle. Par conséquent, comme cela a été dit très justement, "si au c. 766 le CIC visait l'annonce réalisée par les fidèles à titre privé, je pense que ce précepte devrait être jugé comme tout simplement injuste, dans la mesure où il reviendrait à l'autorité ecclésiastique, d'une façon manifestement discrétionnaire, de permettre ou d'interdire l'exercice du droit fondamental formalisé au c. 211 pour tout baptisé"⁶⁷.

Exception ne veut pas dire qu'en des lieux et à des époques déterminés, tant que les conditions du c. 766 sont réunies, l'intervention du laïc ne soit pas habituelle. La prédication habituelle par un ou des laïcs, en dehors des cas où une charge plus vaste leur a été confiée qui comporte la prédication, supposerait une certaine "publicité" de la permission, "voire peut-être l'institution au ministère du lectorat"⁶⁸. Semblable proposition nous semble non dénuée de cléricalisme. Le recours au c. 230 § 1 ne nous paraît nullement justifié, car nous ne sommes pas dans le cas de la proclamation de la parole de Dieu, mais dans celui de la prédication, au sens défini précédemment.

Il convient d'agir avec une extrême prudence, afin de respecter la dignité et la spécificité des laïcs. Il faut éviter de "créer dans le laïcat une classe à part de prêcheurs, ce qui irait conte la nature même du laïcat [...]. Si les prêtres ont besoin

⁶⁷. C. J. ERRÁZURIZ M., *Il «munus docendi Ecclesiae»: diritti e doveri dei fedeli*, Milan, 1991, p. 218-219; cf. l'intégralité du paragraphe intitulé "Esiste un diritto del fedele a predicare la parola di Dio?", p. 215-223.

⁶⁸. B. DAVID, "Les 'ministres' de la prédication", *Cahiers du droit ecclésial* 1984, p. 132.

d'être aidés par de tels prédicateurs, tout consacrés aux tâches cléricales, le concile y a pourvu en restaurant dans sa valeur propre le diaconat. C'est d'une façon occasionnelle, pour des besoins précis auxquels il est mieux à même que le clerc de répondre – auxquels aussi, parfois, les clercs ne peuvent pas répondre à cause de leur trop petit nombre –, que les laïcs peuvent être appelés à prêcher. Non que cette fonction ne puisse leur être confiée, mais leur situation de laïc leur interdit de s'y consacrer"⁶⁹.

Il doit être bien clair que la prédication des laïcs ne peut pas *suppléer* celle des ministres ordonnés, car "au sens strict, la parole d'un laïc ne pourrait pas suppléer la parole qui possède une autorité ecclésiale". Elle n'est pas non plus une *participation* à la prédication des ministres ordonnés, car cela irait à l'encontre de l'ecclésiologie de communion. En outre, ce serait créer un "malaise entre les uns et les autres, parce qu'on leur attribuerait la même responsabilité et le même type de prédication, en empêchant chacun de parler à partir de son expérience chrétienne"⁷⁰. Donc les laïcs ne sont plus appelés à jouer un rôle d'auxiliaires du clergé, mais à une "coresponsabilité véritable et propre"⁷¹.

L'autorisation accordée en 1973 aux évêques allemands envisageait comme "cas extraordinaires" dans lesquels les évêques avaient le pouvoir d'accorder à des laïcs la faculté de prêcher, "même pendant la messe", les cas où le célébrant du sacrifice eucharistique ne serait pas physiquement ou moralement en mesure de prêcher, alors même qu'il pourrait officier. Cette autorisation ne vise pas au premier chef la prédication au cours de la messe. C'est une des possibilités envisagées: la faculté peut

⁶⁹. J. H. NICOLAS, O.P., "Les laïcs et l'annonce de la parole de Dieu", *Nouvelle Revue Théologique* 103 (1971), p. 844.

⁷⁰. H. M. LEGRAND, "I laici e...", *a.c.*, p. 351-352.

⁷¹. Fr. M. TASCIOTTI, "Ministero della Parola...", *a.c.*, p. 115.

être accordée pour la prédication *etiam intra missam*. Même si cette disposition dérogatoire du droit commun a disparu, elle contribue néanmoins à renforcer ce que nous disions plus haut à propos du respect de la différence entre le sacerdoce ministériel et le sacerdoce commun des fidèles.

La faculté est plus large, disions-nous aussi. En effet, une telle permission pourrait être unie à la participation à la charge pastorale d'une paroisse confiée à un laïc ou à un groupe de laïcs conformément au c. 517 § 2, ou concédée dans le contexte des célébrations liturgiques de la parole de Dieu en l'absence de ministre ordonné⁷², ou encore accordée à l'occasion de célébrations centrées sur un thème déterminé. Relevons qu'il est contraire à la norme canonique de dire que dans les célébrations dominicales en l'absence de prêtre, "il n'y a pas d'inconvénient à ce que l'«homélie» soit à la charge d'un laïc, puisqu'il s'agit seulement d'une fonction paraliturgique"⁷³, car il s'agit vraiment et proprement d'un "acte liturgique"⁷⁴.

Quand l'homélie doit être obligatoirement prononcée (les dimanches et les jours de précepte), l'intervention du laïc peut se justifier pour aborder des sujets sur lesquels il est particulièrement compétent: religieuse missionnaire pour la journée des missions, appel aux vocations le dimanche des vocations, etc.

Si l'homélie n'est pas obligatoire, "il semblerait que la loi générale n'interdit pas que la prédication d'un laïc remplace l'homélie, bien que la législation locale puisse l'interdire"⁷⁵.

⁷². C. 1248 § 2; instr. *Inter Œcumenici*, n. 37-38.

⁷³. L. DE ECHEVERRÍA, dans son commentaire au c. 767, dans COLLECTIF, *Código de Derecho Canónico. Edición bilingüe comentada*, Madrid, 1985, p. 401.

⁷⁴. *Directoire pour les célébrations dominicales en l'absence de prêtre*, n. 35.

⁷⁵. J. H. PROVOST, "Brought Together...", *a.c.*, p. 364.

Cependant, cette prédication devra répondre aux conditions que nous présentons ici.

3) L'*autorité compétente* pour prendre des dispositions relatives à l'admission des laïcs à la prédication est, selon le c. 766, la conférence des évêques, compte tenu toutefois du c. 767 § 1.

Cette attribution à la conférence des évêques s'explique *uniformitatis causa*⁷⁶, c'est-à-dire par le désir du législateur de voir s'établir une ligne de conduite commune dans un même pays. L'intervention de l'ordinaire du lieu dans la détermination des dispositions générales a été refusée⁷⁷. Il appartient cependant à l'évêque diocésain de promulguer des normes et de préciser ainsi l'application de la législation générale dans son diocèse (c. 772 § 1).

Les premiers schémas de révision du code attribuaient des compétences plus étendues aux conférences des évêques dans le domaine du ministère de la parole. Limitées dans un second temps à deux cas, la prédication des laïcs dans des églises et des oratoires, et la proclamation de la foi dans les moyens de communication sociale, elles comprenaient aussi les modalités d'admission des prêtres extra-diocésains à la célébration des missions et des exercices spirituels paroissiaux. Le c. 770 en remet le soin à l'évêque diocésain.

En l'absence de normes de la conférence des évêques – certaines d'entre elles n'ont effectivement pas légiféré en la matière – ce sera à l'évêque diocésain d'établir les règles relatives à la prédication des laïcs. Elles devront alors être observées. Mais s'il n'a rien disposé non plus, peut-on affirmer que "le recteur de l'église doit prendre une disposition"⁷⁸? Nous pensons que non. Le droit universel n'accorde pas un tel pouvoir

⁷⁶. Cf. *Communicationes* 15 (1983), p. 96.

⁷⁷. *Ibid.*

⁷⁸. J. H. PROVOST, "Brought Together...", *a.c.*, p. 364.

au curé ou au recteur d'église. Si la conférence des évêques n'a pris aucune disposition, c'est probablement parce qu'elle estime que la question ne se pose pas sur son territoire. Si, toutefois, un curé en jugeait autrement ou était d'avis que les conditions du c. 766 étaient réunies, il lui serait toujours possible d'en référer soit à son évêque, soit directement à la conférence des évêques. Mais, en l'absence de dispositions générales ou particulières, il ne peut et ne doit pas innover.

4) Quant à la *nature juridique* de l'autorisation, le projet de *Lex Ecclesiae Fundamentalis* prévoyait une mission de la hiérarchie⁷⁹. Pareillement, la réponse de la sacrée congrégation pour le clergé aux évêques allemands parle de "mission canonique ou délégation de l'évêque".

Certains auteurs ont parlé de mandat: "La nécessité du mandat souligne l'importance de la prédication, comme tâche assignée par le Seigneur aux apôtres et à leurs successeurs, et le fait qu'elle n'est pas et ne peut jamais être une initiative privée, mais un service qui est rendu en faveur de la communauté et en communion avec l'Église universelle."⁸⁰ Cependant le code n'a pas suivi, parce que l'autorisation donnée à des laïcs de prêcher dans une église ou dans un oratoire n'est pas une "vraie faculté", mais une "simple permission"⁸¹. Moyennant quoi la commission de révision du code refusait explicitement la proposition d'un des

⁷⁹. Cf. D. CENALMOR PALANCA, *La Ley Fundamental de la Iglesia. Historia y análisis de un proyecto legislativo*, Pampelune, 1991. Le texte du c. 64 est à la p. 493: "Cunctis christifidelibus officium est adlaborandi ut nuntius evangelicus diffundatur; ut tamen quis ministerium verbi Dei nomine Ecclesiae exercere possit, missionem a competenti auctoritate accipere debet, sive facultate specialiter data, sive officio collato cui ipso iure hoc munus inhæreat."

⁸⁰. T. VANZETTO, "Commento alle delibere CEI. Predicazione dei laici nelle chiese e negli oratori", *Quaderni di Diritto Ecclesiale* 3 (1990), p. 136; cf. également J. H. NCOLAS, "Les laïcs et...", *a.c.*, p. 844, mais cet auteur écrit en 1971, dans un contexte où il est encore fortement question de mandat.

⁸¹. *Communicationes* 15 (1983), p. 95.

Pères de remplacer le terme "permission" par celui de "faculté"⁸². Par conséquent, le curé est à même de l'accorder directement ou de la refuser, sans qu'il lui faille recourir à l'évêque. Mais répétons que ce n'est pas au curé à déterminer les conditions d'octroi de l'autorisation. Ces conditions ayant été fixées par l'autorité ecclésiastique compétente, le curé est habilité à les appliquer *ad casum*.

L'investiture peut être liturgique, en présence de l'assemblée chrétienne, par exemple par la remise de la Bible au laïc désigné. Il est souhaitable qu'il soit connu de tous que tel ou tel membre de la communauté est officiellement député à remplir la fonction de prédicateur. L'acte de concession de la permission peut avoir une durée variable. Par la force des choses la forme juridique civile sera souple: contrat, honoraires, prestation gratuite⁸³. Le droit à une juste rémunération semble s'imposer en vertu du c. 230 § 2, qui ne contient pas la clause restrictive du § 1 du même canon, excluant "le droit à la subsistance ou à une rémunération de la part de l'Église" pour les seuls ministères de lecteur et d'acolyte conférés de manière stable. De toute façon, cette question d'une juste rémunération dans l'Église a très certainement besoin d'être approfondie, pour rendre compatibles le service de la charité et la justice envers les individus.

5) Il y a peu à dire sur *les conditions ou qualités* que doit réunir le laïc appelé à prêcher. En effet, contrairement au code de 1917, le code actuel renvoie à la législation particulière le soin de les déterminer. Mais il est évident qu'il convient de s'assurer que le laïc est idoine. Les *Constitutions apostoliques*, attribuées à Clément de Rome, posaient déjà des exigences de qualités oratoires et de probité des mœurs⁸⁴.

⁸². Cf. E. ZANETTI, "I laici possono...", *a.c.*, p. 269-270.

⁸³. Cf. H. M. LEGRAND, "I laici e...", *a.c.*, p. 353.

⁸⁴. L. VIII, c. 32, MIGNE PG I, 1134, cité par P. G. CARON, "La partecipazione...", *a.c.*, p. 288.

Le laïc ne prêchant pas en son nom propre, mais au nom de celui qui l'y a délégué, il doit le faire en communion avec son évêque et en communion avec l'Église. D'où l'autorité avec laquelle il intervient⁸⁵. C'est dans la mesure où la différence d'autorité entre la parole du laïc et celle des ministres ordonnés est respectée et vécue dans la communion que la prédication des laïcs pourra se développer⁸⁶.

Le prédicateur quel qu'il soit, prêtre ou laïc, agit en représentant et collaborateur de l'évêque. Il doit donc enseigner la doctrine de l'Église, non ses opinions personnelles. Il le fera sous le contrôle de l'évêque diocésain, et avec son autorité. Le prédicateur laïc ne saurait se prévaloir de sa condition de laïc pour agir en quelque sorte en "franc-tireur"⁸⁷.

6) À quel *moment de la célébration* liturgique la prédication du laïc doit-elle se situer, étant donné que l'homélie est et reste réservée au ministre ordonné? La doctrine adopte des positions contrastées.

Y a-t-il homélie du fait du contenu de la prédication, ou qu'elle est prononcée au cours de la messe après la proclamation de l'Évangile? N'est-ce pas plutôt la qualité de la personne qui prononce l'homélie qui confère cette nature d'homélie à la prédication? Le fait qu'un laïc puisse prêcher après l'Évangile de la messe pour les petits enfants, alors que, selon l'interprétation authentique du 29 avril 1987, l'évêque ne peut pas dispenser de la norme du c. 767 § 1, semble montrer qu'homélie il y a quand la prédication est assurée par le prêtre ou par le diacre. "Le même message délivré pendant une célébration eucharistique par un laïc n'est pas une «homélie», mais une autre forme de prédication"⁸⁸,

85. Cf. E. ZANETTI, "I laici possono...", *a.c.*, p. 270.

86. Cf. H. M. LEGRAND, "I laici e...", *a.c.*, p. 351-352.

87. Cf. J. H. NICOLAS, "Les laïcs et...", *a.c.*, p. 847-848.

88. J. H. PROVOST, "Brought Together...", *a.c.*, p. 361-362; la citation est à la page 362; "Lay Preaching and Canon Law", *Preaching and the Non-Ordained*, Collegeville, 1983, p. 149.

a-t-on écrit. Mais alors ce "tour de passe-passe" viderait la norme de tout contenu. Et rien ne s'opposerait à ce que les laïcs assurent régulièrement la prédication après l'Évangile puisqu'il ne s'agirait pas d'une homélie et que le c. 767 § 1 ne s'appliquerait pas à ce cas de figure. L'on voit aisément où cela pourrait conduire... Cela comporterait toujours "le risque sérieux de donner lieu à des apparences dommageables de véritable homélie eucharistique", et donc à produire plus de mal que de bienfaits pour la communauté ecclésiale⁸⁹.

Si la prédication faite par un laïc *intra missam* n'était plus une homélie du fait qu'elle est déclamée par un laïc, parler de la réserve de l'homélie au ministre ordonné n'aurait pas de sens. En fait, l'objectif poursuivi par le législateur dans le c. 767 § 1 est que la prédication qui intervient après la proclamation de l'Évangile et qui est connue sous le nom d'homélie, avec des caractéristiques que le canon ne définit pas, comme nous l'avons vu, ne soit pas assurée par un laïc⁹⁰.

Cette interdiction n'admet pas d'exception, et vaut quel que soit le lieu où la messe est célébrée⁹¹. L'hypothèse suivante, antérieure au code il est vrai, ne peut donc pas être suivie d'effets: "Il n'est certainement pas impossible d'aller plus loin, de leur [aux laïcs] confier la lecture même de l'évangile, et cette

⁸⁹. C. J. ERRÁZURIZ M., *Il «munus docendi...», a.c.*, p. 220-222; la citation est à la page 222.

⁹⁰. Cf. F. J. URRUTIA, "Responsa...", *a.c.*, p. 621-622.

⁹¹. Cf. L. CHIAPPETTA, *Prontuario de diritto canonico e concordatario*, Rome, 1994, p. 932. Les "arguments historiques, théologiques et liturgiques" avancés par P. F. Norris, d'ailleurs plutôt 'sollicités' en faveur de sa thèse, ne semblent pas vraiment convaincre l'auteur lui-même, puisqu'il écrit que d'après ces arguments, "il semble que les laïcs devraient avoir la possibilité de prêcher pendant la messe sous certaines conditions" (P. F. NORRIS, "Lay Preaching and Canon Law: Who May Give a Homily?", *Studia Canonica* 24 (1990), p. 543.

explication des textes liturgiques que doit être l'homélie. [...] Il est bien entendu que tout ce que les hommes peuvent faire en qualité de laïcs, les femmes le peuvent aussi bien."⁹²

Selon certains auteurs, "*ex iure communi*, après une brève homélie du prêtre, un laïc peut intervenir pour apporter un témoignage"⁹³. Or cette thèse "ne trouve aucun fondement dans le texte législatif, et risque de vider de toute signification l'interdiction sanctionnée par le code, puisqu'elle reviendrait, dans la pratique, à étendre à l'Église universelle la concession faite à l'Allemagne en 1973"⁹⁴, concession, faut-il le rappeler encore, non renouvelée *hic et nunc*. Il ne peut pas davantage être question "d'homélie dialoguée", puisque cette éventualité a été expressément repoussée par le magistère ecclésiastique⁹⁵.

Par conséquent, quand le laïc est appelé à prêcher, son intervention doit se situer à un autre moment que celui qui est habituellement consacré à l'homélie, et ce sans exception aucune. L'ouverture consistant à ajouter: "À moins que se situant au même moment, le prêtre l'introduise et précise le genre de cette 'prédication'"⁹⁶ est sans fondement juridique. Rebaptiser l'homélie "réflexions" ou d'autres qualificatifs semblables n'est qu'artifice et tentative d'échapper aux dispositions de la loi. C'est "n'être fidèle ni à l'Église ni aux personnes que l'on prétend capables de prêcher. Une telle tactique est la pire forme de 'légalisme'"⁹⁷.

Les mots prononcés par un laïc après l'Évangile au cours des messes pour les petits enfants, ou la lecture d'une homélie

⁹². J. H. NICOLAS, "Les laïcs et...", *a.c.*, p. 846.

⁹³. L. CHIAPPETTA, *Prontuario...*, *a.c.*, p. 822.

⁹⁴. G. FELICIANI, "La prédication des...", *a.c.*, p. 129.

⁹⁵. SACRÉE CONGRÉGATION POUR LE CULTE DIVIN, instr. *Actio pastoralis*, 15 mai 1969, n. 6; instr. *Liturgicæ instaurationes*, 15 septembre 1970, n. 2.

⁹⁶. B. DAVID, "Les «ministres...", *a.c.*, p. 133.

⁹⁷. F. FOX, *ibid.*

choisie par le curé dans les cas prévus par le droit, ne sont pas des homélies proprement dites. Ils ont le caractère de lectures ou de commentaires donnés selon les normes en vigueur⁹⁸.

Les éléments constitutifs de l'homélie, que nous avons présentés plus haut et qui sont conformes à la norme du code et à l'interprétation authentique de 1987, sont en étroit rapport entre eux. De sorte que la réserve de l'homélie au ministre ordonné n'est pas seulement une interdiction légale. Elle traduit également le respect pour l'identité et la dignité des personnes. C'est pourquoi, par exemple, admettre des séminaristes à la prédication ne saurait se justifier par le besoin d'une expérience et d'une formation préalable à leur ordination diaconale. Pourquoi alors ne pas en faire autant pour le sacrement de pénitence, autrement plus important dans la vie sacerdotale?⁹⁹

Rien ne s'oppose, en revanche, à ce qu'un laïc prenne la parole immédiatement avant le début de la célébration ou "au moment du renvoi"¹⁰⁰.

Qu'en est-il des homélies liturgiques prononcées en dehors de la célébration eucharistique? Car il est des cas où l'homélie est prévue, ou souhaitée, alors même que la messe n'est pas célébrée. Citons, par exemple, la station dans une église pendant les funérailles¹⁰¹, les célébrations de la parole de Dieu au cours du catéchuménat¹⁰², l'exposition du Saint-Sacrement¹⁰³. Le contexte des § 2-4 du c. 767 montre que le terme "homélie" utilisé au premier paragraphe du même canon s'applique strictement à l'homélie qui se situe dans le cadre de la messe. Par

⁹⁸. Cf. F. FOX, "Homily and...", *a.c.*, p. 167.

⁹⁹. Cf. F. FOX, "Homily and...", *a.c.*, p. 164.

¹⁰⁰. G. FELICIANI, "La prédication...", *a.c.*, p. 130; F. BOLOGNINI, *Lineamenti di diritto canonico*, Turin, 4ème éd. mise à jour, 1993, p. 226.

¹⁰¹. *Ordo exsequiarum*, n. 41 et 45.

¹⁰². *Ordo initiationis christianæ adultorum*, n. 92, 253 et 326.

¹⁰³. *De Sacra communione et de cultu mysterii Eucharistici extra Missam*.

conséquent, les cas envisagés ci-dessus relèvent du c. 766. Il faut souligner d'ailleurs que les limites apportées par ce canon ne concernent pas la prédication des laïcs en dehors des lieux sacrés (églises et oratoires), pas plus que l'instruction catéchétique prodiguée même dans les lieux sacrés.

La doctrine est hésitante quant à l'application de ces dispositions aux homélies liturgiques prononcées au cours de rites liturgiques qui peuvent être dirigés par des personnes ordonnées, en dehors de toute célébration eucharistique. Pour certains, ces homélies semblent échapper aux dites dispositions¹⁰⁴. Il n'est pas clair que ce canon et l'interprétation authentique qui en a été faite s'appliquent aussi à des cas tels que le baptême administré par un laïc en forme solennelle (c. 230 § 3), l'assistance d'un laïc en tant que témoin qualifié du mariage (c. 1112), la présidence des funérailles par un laïc qui y a été autorisé par la conférence des évêques, la prédication au cours de retraites et de missions paroissiales (c. 770), la prédication aux fidèles qui, "à cause de leurs conditions de vie, ne bénéficient pas suffisamment de la charge pastorale commune et ordinaire" et aux non-croyants (c. 771).

Ces derniers cas témoignent de la souplesse avec laquelle l'Église pourvoit aux besoins pastoraux des divers groupes de fidèles et aux besoins de l'évangélisation. Dans le même ordre d'idées, soulignons les dispositions relatives aux paroisses personnelles¹⁰⁵, à la nomination de chapelains (c. 568), aux laïcs en ministère pastoral (c. 517 § 2), etc.

D'autres auteurs estiment que le c. 767 § 1 vise la prédication des laïcs en tant qu'elle a lieu dans les édifices destinés au culte divin, auxquels les fidèles ont le droit d'accéder (c. 1214), ou

¹⁰⁴. Cf. J. H. PROVOST, "Brought Together...", *a.c.*, p. 361-362.

¹⁰⁵. C. 518; cf. A. SOBCHAK, "Las parroquias para los emigrantes en el Derecho Canónico latino", *Ius Canonicum* 34 (1994), p. 227-278.

dans d'autres lieux prévus pour la commodité d'une communauté déterminée ou d'un groupe ecclésial, dont le supérieur compétent autorise l'accès aux fidèles (c. 1223)¹⁰⁶.

II. LE DROIT PARTICULIER

Les principes généraux ayant été rappelés, il nous revient maintenant de présenter les normes prises par les conférences des évêques en matière d'accès des laïcs à la prédication¹⁰⁷. Nous les regrouperons autour de deux axes. D'abord ce qui relève directement de l'autorité ecclésiastique elle-même, à savoir la détermination des circonstances conduisant à permettre à des laïcs de prêcher, et les caractéristiques de la permission ainsi accordée (A). Ensuite, ce qui concerne plus directement les laïcs, autrement dit les conditions qu'ils doivent réunir et dans lesquelles ils remplissent la mission qui leur est assignée (B).

A. *Le rôle de l'autorité ecclésiastique*

Il faut relever d'emblée que sur les cent conférences d'évêques existantes à ce jour, il en est quarante-neuf dont nous possédions les décrets d'application du code de 1983. Toutes n'ont pas légiféré en la matière qui retient ici notre attention. Si une seule, la conférence épiscopale régionale du Nord de l'Afrique, n'a "pas jugé utile d'établir des normes", dix-sept conférences se sont carrément abstenues de prendre un décret relatif au c. 766:

¹⁰⁶. Cf. G. FELICIANI, "La prédication...", *a.c.*, p. 121.

¹⁰⁷. Nous nous servons pour cela du livre précieux publié par J. T. MARTÍN DE AGAR, *Legislazione delle Conference Episcopali complementare al C.I.C.*, Milan, 1990. Pour le Japon, le décret a été reproduit dans *Ius Ecclesiae* 4 (1992), p. 776-777; pour celui du Sri Lanka, cf. *Ius Ecclesiae* 6 (1994), p. 385; pour celui de la Thaïlande, cf. *Ius Ecclesiae* 5 (1993), p. 413.

Allemagne¹⁰⁸, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Écosse, États-Unis d'Amérique, Ghana, Guatemala, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Rwanda, Suisse, Yougoslavie¹⁰⁹. Il est intéressant de relever la présence dans cette liste de l'Allemagne, alors que ce pays a été en quelque sorte à l'avant-garde de l'intervention des laïcs dans la prédication et qu'une décision semblait d'autant plus s'imposer que l'autorisation accordée en 1973 est caduque. La conférence des évêques de Gambie, Liberia et Sierra Leone ne s'estime pas prête à traiter la question. Elle précise toutefois que tant qu'elle n'aura pas pris de normes appropriées, c'est à l'évêque du lieu d'accorder éventuellement une permission de prêcher.

Comme le rappelle la conférence des évêques du Nigeria, le Christ a fondé l'Église pour prêcher à toutes les nations (Mt 28, 19). Chacun des membres du Peuple de Dieu est tenu de participer à la mission de l'Église, bien que selon sa condition ou son état. La hiérarchie a la première la responsabilité de proclamer la parole de Dieu¹¹⁰. Les laïcs ont leur part dans cette tâche (AA 2).

En même temps, nombre de décrets rappellent que l'homélie reste réservée aux prêtres et aux diacres, car elle fait partie intégrante de la liturgie: aucun laïc ne peut donc jamais être admis à prêcher l'homélie au cours d'une célébration eucharistique¹¹¹, "ni individuellement, ni en groupe" et l'homélie ne peut pas être

¹⁰⁸. Il s'agit, bien sûr, de l'ancienne Allemagne fédérale.

¹⁰⁹. Les normes complémentaires de la conférence des évêques de Yougoslavie sont entrées en vigueur le 1er janvier 1985, donc avant le partage de cette fédération.

¹¹⁰. Cf. Act 6, 2-4; CONCILE VATICAN II, const. dogm. *Lumen Gentium*, n. 25 et 28; décr. *Apostolicam Actuositatem*, n. 2.

¹¹¹. Tel est le cas des décrets pris par les conférences des évêques suivantes: Angleterre et pays de Galles, Berlin, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Espagne, Haïti, Honduras, Irlande, Italie, Japon, Malte, Nigeria, Panama, Portugal, Salvador, Scandinavie, Sri Lanka, Thaïlande, Uruguay, Venezuela.

"commentée par les fidèles pendant la célébration eucharistique" (Colombie). Il conviendra donc de "valoriser le ministère des diacres dans la prédication de la parole de Dieu" (Brésil).

1) Examinons tout d'abord les *circonstances* dans lesquelles la permission de prêcher peut être accordée aux laïcs.

a) Les dispositions générales étant prises par la conférence des évêques, et des dispositions particulières par l'évêque diocésain, la décision de leur application devrait être laissée au curé ou au recteur d'église, puisqu'il s'agit d'une "simple permission" de prêcher, comme nous l'avons relevé. C'est pourtant l'exception. Le curé ou le recteur peut le faire, mais dans des cas particuliers (Brésil), ou en cas de nécessité ou d'utilité urgente, mais alors seulement *ad casum* (Chili); le curé ou l'évêque diocésain (Équateur), le curé ou l'évêque (Berlin). Dans les célébrations en l'absence de prêtre ou de diacre, le catéchiste ou un autre laïc approuvé par le curé peut prêcher (Nigeria). Le laïc autorisé par l'évêque à prêcher le fait sous la responsabilité du curé (Berlin).

Le plus souvent, c'est l'intervention de l'ordinaire qui est prévue¹¹², de l'ordinaire du lieu¹¹³, de l'évêque diocésain¹¹⁴, de l'évêque sans autre précision¹¹⁵.

¹¹². Le laïc doit "être désigné par l'Ordinaire" (conférence des évêques de France), "avoir le mandat de l'Ordinaire" (Honduras).

¹¹³. "De tels cas peuvent se produire, au jugement de l'Ordinaire du lieu, etc..." (Bolivie); "Pour qu'un laïc puisse habituellement prêcher [...] il est requis qu'il ait reçu l'autorisation expresse et écrite de l'Ordinaire du lieu" (Chili); "L'Ordinaire du lieu [...] donne la faculté à des laïcs" (Équateur); "L'Ordinaire du lieu doit veiller à ce qu'il n'y ait pas d'abus etc..." (Inde); "la permission de l'Ordinaire du lieu" (Puerto-Rico); "Le soin est laissé à l'Ordinaire du lieu de permettre, etc..." (Scandinavie).

¹¹⁴. La conférence du Brésil reconnaît ce droit à l'évêque diocésain, de même que celles du Canada, de Colombie, d'Irlande, des Philippines et de Thaïlande. "Quand l'évêque diocésain le juge opportun" est une des éventualités reconnues par la conférence des évêques de Thaïlande.

¹¹⁵. Conférence des évêques du Pérou, ce qui peut se comprendre étant donné la configuration ecclésiastique de ce pays encore largement de mission.

Certaines conférences réservent au prêtre et au diacre non seulement l'homélie prononcée au cours de la messe, mais encore l'homélie en général (Espagne), ou dans les célébrations liturgiques, étant précisé qu'il s'agit de l'Eucharistie, des autres sacrements et des sacramentaux, un "etc." venant s'ajouter à cette énumération (Haïti), dans les actes liturgiques (Honduras et Panama).

La conférence d'Angleterre et du Pays de Galles souligne que les normes du directoire pour les messes des petits enfants continuent de s'appliquer à ces messes. Celle du Salvador prévoit que les curés doivent présenter à l'ordinaire une liste de noms pour qu'il puisse effectuer un choix: nous avons donc un système à deux niveaux. L'Inde insiste sur la vigilance de l'ordinaire du lieu pour qu'il n'y ait pas d'abus et pour que le c. 767 § 1 soit respecté.

Le décret d'Haïti décide qu'en l'absence d'un prêtre ou d'un diacre, les laïcs "peuvent lire le texte d'une homélie-type, préparée par l'évêque ou par un prêtre délégué à cette fin". Celui du Panama établit que le directoire de pastorale liturgique déterminera les normes à suivre. Le Honduras prévoit la création d'une commission spéciale dans chaque diocèse, qui comprendra aussi des laïcs et sera chargée d'élaborer des instruments de travail pouvant servir à la prédication des laïcs. Les laïcs consulteront le curé sur le contenu de leur prédication (Japon). Les "délégués de la Parole" suivront les dispositions et les schémas approuvés par l'évêque diocésain, conformément au droit (Panama), ou bien les normes données pour eux au plan national et diocésain (Honduras). En République Dominicaine l'on choisira de préférence ceux qui détiennent une mission spéciale, tels que les "ministres de la parole, les ministres laïcs à la tête de communautés et les guides de groupes apostoliques ou groupes de prière et de réflexion".

Le décret de l'Équateur interdit aux laïcs d'utiliser des ornements sacrés et leur rappelle l'obligation de se servir des livres et

documents dûment approuvés par l'autorité ecclésiastiques. La prédication du laïc "ne doit pas être une partie d'un acte liturgique" (Puerto-Rico). Il sera "du plus haut intérêt" que les laïcs "collaborent dans la catéchèse et dans la prédication en dehors de l'église chaque fois que le curé le leur demandera" (Salvador).

b) Les *situations* qui motivent le recours à des laïcs sont résumées par le c. 766 en ces termes: *si certis in adiunctis necessitas id requirat aut in casibus particularibus utilitas id suadeat*. La conférence des évêques de Colombie décide que l'admission de laïcs à la prédication doit être "exceptionnelle et occasionnelle", et "en qualité de coopérateurs des ministres ordonnés et toujours sous leur dépendance". Les décrets des conférences du Chili et du Pérou sont particulièrement intéressants, car ils précisent tour à tour quand il y a nécessité et quand utilité il y a. Le Chili reproduit le canon presque mot à mot et parle de "circonstances dans lesquelles la prédication est nécessaire, ou quand, dans des cas particuliers, l'utilité suggère".

La *nécessité* existe, pour les évêques du Chili, quand "la communauté chrétienne se réunit pour une cérémonie pieuse ou une cérémonie liturgique" et qu'aucun prêtre ou diacre ne peut prêcher, et dans les cas où "le laïc, dûment autorisé et en conformité avec les normes, administre le baptême (c. 861 § 2), assiste à des mariages (c. 1112), distribue la Sainte Eucharistie en dehors de la messe (c. 910 § 2), célèbre les funérailles ou réalise des bénédictions ou accomplit n'importe laquelle des fonctions indiquées dans le c. 230 § 3".

Les cas de nécessité pour le Pérou sont typifiés comme suit: "a) Quand la prédication est nécessaire pour le soin pastoral d'une communauté de fidèles et qu'un prêtre ou un diacre n'est pas présent; b) quand un prêtre ou un diacre n'est pas présent et que la prédication fait partie d'une célébration liturgique ou paraliturgique; c) quand il s'agit de prédications préalablement approuvées par l'évêque."

Il y a *utilité* "quand le témoignage d'un laïc qui a vécu certaines situations ou réalités de la vie peut servir d'orientation pour la vie des autres en tant que chrétiens ou pour les encourager; quand un laïc possédant une compétence ou une formation particulière peut pareillement apporter quelque chose à la vie chrétienne; quand il est intéressant de bien montrer que les laïcs ont leur champ propre dans la mission de l'Église et qu'ils doivent bien se former pour cela" (Chili). Pour la conférence des évêques du Pérou, les raisons d'utilité sont d'ordre "culturel, linguistique et de milieu ambiant".

Vu la situation du pays, la conférence des évêques d'Uruguay limite le recours aux laïcs pour la prédication dans "des églises ou des oratoires de campagne, des chapelles de banlieue et des lieux semblables".

Les dispositions des autres conférences sont plus succinctes. L'appel aux laïcs peut intervenir "si le cas de nécessité ou, dans des cas particuliers, l'utilité, l'exigent", selon la conférence du Portugal; la nécessité se fait spécialement sentir lorsque "le diacre ne peut pas être présent ou ne peut pas prendre la parole". Le même décret ajoute qu'en-dehors de ces cas de nécessité, il peut être fait appel aux laïcs pour une raison de "grande convenance", telle que leur compétence particulière dans les sujets à traiter. Pour les évêques de l'Équateur la nécessité se produit quand un prêtre ou un diacre ne peut pas être présent "pour des célébrations, spécialement celles de la parole". Il en va de même au jugement des évêques du Canada, qui ne qualifient toutefois pas cette situation de "nécessité". Une autre situation de nécessité peut intervenir quand "la fréquence de la prédication serait trop faible" (Scandinavie). Cette même situation est invoquée par les évêques de la République Dominicaine (qui ne parlent toutefois ni de nécessité ni d'utilité), conjointement à celle de "thèmes particuliers ou de journées spéciales au cours desquelles leur parole [des laïcs] peut avoir un plus grand impact". La conférence des évêques des Philippines précise que

la nécessité peut être due à la rareté des ministres sacrés ou à leur empêchement physique, dans des cas tels qu'une "grosse paroisse, des quartiers éloignés ou de petites îles, et ailleurs quand il existe des difficultés pour les moyens de transport et pendant les périodes d'intempéries (*during inclement weather*)". Pour les évêques de la République indienne, il faut que cela soit "nécessaire ou utile dans des cas déterminés". Parfois, la nécessité ou l'utilité (Colombie), utilité éventuellement qualifiée de pastorale (Brésil et Malte), est mentionnée sans plus; ou des circonstances exceptionnelles qui "le requièrent ou le conseillent" (Espagne). Les évêques d'Uruguay sont quelque peu plus explicites: le manque de clergé ou l'impossibilité de l'assistance du prêtre et des circonstances pastorales qui le requièrent doivent être réunies simultanément. Au Japon, il faut que "*necessitas id exigat vel utilitas suadeat*"¹¹⁶, comme pour les mariages et les funérailles auxquels de nombreux non-catholiques prennent part, pour qu'un laïc puisse prêcher même en présence d'un prêtre. La célébration de la liturgie de la parole sans prêtre ou diacre est un motif suffisant en Thaïlande.

D'autres cas de figure qui peuvent conduire à avoir recours à une prédication par des laïcs se trouvent dans les différents décrets des conférences nationales. Il s'agit d'abord de situations pastorales déterminées, essentiellement le manque de prêtres ou l'empêchement du prêtre. Tels sont les cas de figure envisagés par la conférence des évêques de Bolivie, du Salvador, de la Scandinavie, de l'Uruguay, également du Nigeria où il est précisé toutefois que ce sera "le catéchiste ou un autre laïc" qui prendra la parole. Les évêques du Canada mentionnent l'absence du seul diacre pouvant "convenablement parler la langue des gens". Sur le même registre, le décret de la Thaïlande justifie le recours au

¹¹⁶. À noter l'emploi du terme *exigat*, alors que le c. 766 est plus large: *requirat*.

laïc quand "les fidèles sont réunis et qu'il n'y a pas de prêtre ou de diacre qui puisse parler dans la langue du peuple".

Des circonstances particulières peuvent aussi amener l'autorité à permettre à des laïcs de prêcher, par exemple "pour l'édification des fidèles, comme ce serait le cas pour une prédication du type témoignage" (Bolivie). Le décret du Japon parle d'adresser aux fidèles réunis en l'absence de prêtre "des paroles d'exhortation pour l'édification du peuple". Les normes émanant de la conférence des évêques du Nigeria envisagent les cas des fidèles réunis en des occasions spéciales, telles qu'une "fête de famille, la fête des pères, la fête des mères, une célébration pour promouvoir des activités caritatives ou missionnaires"; encore faut-il que ces interventions soient "jugées très opportunes". Pour les évêques du Salvador, "la Journée mondiale de la paix" peut constituer un "motif spécial" suffisant. "La qualification particulière des prédicateurs ou leurs liens œcuméniques" sont mis en valeur en Scandinavie. Les évêques du Canada et ceux de Thaïlande mentionnent aussi, comme circonstances qui "demandent la participation de laïcs", les "questions financières, campagnes spéciales, circonstances spéciales", et ajoutent le cas des séminaristes ayant commencé les études de théologie qui sont envoyés en paroisse pour leur formation pastorale¹¹⁷.

L'intervention des laïcs peut être décidée quand "l'autorité compétente juge" qu'il y a nécessité ou utilité (Malte). Cette autorité est l'évêque diocésain (Colombie, Canada). Les évêques irlandais parlent d'une utilité éventuelle dans certains cas, tout en soulignant que dans leur pays la situation sera rarement, voire jamais, une situation de nécessité.

2) Quant à *la nature* de la permission, le fait qu'elle soit généralement accordée par l'ordinaire du lieu donne lieu de penser qu'elle est de l'ordre du *mandat*. C'est ce que nous

¹¹⁷. Cf. ce qui a été dit à ce sujet dans la première partie de cet article, paragraphe B) 6.

retrouvons dans le décret du Honduras (mandat de l'ordinaire), de l'Italie (mandat de l'ordinaire du lieu), du Portugal (permission ou mandat de l'évêque diocésain), du Sri Lanka (mandat de l'évêque du diocèse) et de l'Uruguay (mandat de l'évêque). Il faut le mandat, ou au moins l'approbation, de l'évêque diocésain pour une prédication permanente dans les églises ou les oratoires du Venezuela, et au moins l'approbation du curé dans les cas particuliers de nécessité ou d'utilité. Les évêques d'Espagne parlent d'une véritable *mission canonique*.

D'autres conférences utilisent le terme *permission*: la Colombie, le Nigeria, le Brésil, la conférence de Gambie, Liberia et Sierra Leone, l'Irlande (qui précise "même par une disposition générale"). Le décret de Malte envisage les différentes situations possibles. Il faut la permission du curé ou du recteur pour prêcher dans les églises et les oratoires. Dans le cas des oratoires d'instituts religieux ou d'instituts séculiers non cléricaux et d'associations laïques, la permission doit être donnée par le supérieur compétent de l'institut ou de l'association. Pour les rencontres non liturgiques organisées par des associations ou des mouvements formellement approuvés par l'autorité ecclésiastique, le curé, le recteur ou le supérieur qui accorde la permission peut s'en remettre au jugement des dirigeants de l'association ou du mouvement pour le choix des prédicateurs laïcs. Si les rencontres en question sont réservées aux membres de l'association ou du mouvement, les dirigeants sont responsables du choix des prédicateurs laïcs. Dans toutes les célébrations liturgiques, la messe excepté, c'est l'autorité compétente selon le décret qui est responsable de ce choix.

Nous trouvons encore d'autres termes. Celui d'*autorisation*: Bolivie, Canada, Chili (autorisation expresse), Inde, Panama (autorisation expresse, dont il est précisé qu'elle vaut pour des actes non liturgiques), Pérou (autorisation "ecclésiale correspondante", sans autre précision), Thaïlande. À Berlin, l'autorisation peut être accordée à ceux des laïcs qui ont déjà reçu la charge de

présider des assemblées dominicales en l'absence de prêtre ou de distribuer la sainte communion; il en va pareillement des anciens élèves des centres de formation ecclésiastiques qui possèdent une qualification suffisante. La conférence de Puerto-Rico parle d'abord de "permission", qui doit déterminer la personne, les circonstances et le lieu, puis d'"autorisation", qui sera interprétée au sens strict. La *désignation*, en France; la *deputatio* au Japon, aux Philippines; l'*approbation* du curé pour les célébrations dans lesquelles il n'y a ni prêtre ni diacre (Nigeria).

Plus étonnante, car en désaccord avec l'esprit du législateur, est la norme équatorienne, qui parle de "facultar a seglares", d'accorder la faculté à des laïcs... Il s'agit bien ici d'une faculté, puisqu'il est précisé, dans le même décret, que celui qui a concédé cette faculté, ou son supérieur, peut la retirer en cas de nécessité¹¹⁸.

Un certain nombre de conditions viennent s'ajouter dans certains cas. L'exigence d'un acte *écrit*, d'abord. C'est le fait du Chili, du Honduras (qui précise "toujours", et exige que l'acte soit enregistré à la curie et dans la paroisse), de la Colombie. Ensuite, que la communauté soit informée (Colombie), ou si cela est possible que l'acte soit remis en présence de la communauté (Honduras).

Une autre condition importante tient à la *durée* de l'autorisation: pour un temps déterminé (Brésil), un temps toujours déterminé (Chili), un an renouvelable (Philippines), deux ans, renouvelables (Japon), durée maximum de trois ans, renouvelable (France), *ad experimentum* pour une période de trois ans (Haïti).

Enfin, des décrets ont précisé le *moment* de la célébration auquel la prédication du laïc peut se situer: après la prière après la communion (Angleterre et Pays de Galles), à la fin de la célébration eucharistique (Nigeria), avant la messe et jamais

¹¹⁸. Cf. la première partie, paragraphe B) 4.

pendant l'homélie, y compris pour la prédication traditionnelle faite par un enfant la nuit de Noël (Malte). Il faut ajouter la disposition prise par les évêques des États-Unis de ne pas laisser les laïcs ou les religieux "prendre la parole au moment prévu pour l'homélie, de peur de donner l'impression qu'ils donnent une homélie au sens strict"¹¹⁹.

B. *Les conditions que les laïcs doivent réunir*

Sa doctrine doit répondre à "l'orthodoxie de la foi" (Italie, Sri Lanka). Le laïc doit être connu pour "l'orthodoxie de sa doctrine" (Portugal), "l'intégrité de sa foi" (Japon), ou comme ayant une "formation orthodoxe" (Chili). Il doit avoir reçu "la préparation voulue" (France et Espagne), ou une "préparation théologique adéquate" (Haïti), "être bien préparé en la matière" (Malte), c'est-à-dire "formé dans la doctrine chrétienne et les Saintes Écritures" (Philippines), "convenablement préparé" (Pérou), ou encore possédant une "préparation soignée et reconnue" (Uruguay)¹²⁰. La préparation doit être "suffisante, en accord avec le milieu et le sens de l'Église que l'on cherche en Amérique latine" (Équateur). La formation et "l'accompagnement" des laïcs chargés de prêcher tendent à garantir leur fidélité à la doctrine et qu'ils l'annoncent sans l'altérer (Brésil).

Cela suppose la *fidélité au magistère*. C'est une condition importante, qu'il est étonnant de ne pas voir plus souvent formulée. Le laïc doit se distinguer par "sa fidélité au magistère de l'Église" (Philippines, Haïti). Il est requis qu'il soit "docile au magistère" (Nigeria). La conférence des évêques de Malte distingue le cas

¹¹⁹. "Guidelines for preaching", *Origins* 18 (1988-1989), p. 403, cité par P. F. NORRIS, "Lay Preaching...", *a.c.*, p. 451.

¹²⁰. Les évêques des États-Unis demandent des "connaissances fondamentales en Sainte Écriture, théologie, tradition et liturgie", *Ibid.*

des laïcs admis à prêcher dans les églises et les oratoires, dont il est demandé qu'ils soient "fidèles à la doctrine de l'Église", et les laïcs qui prêchent la parole de Dieu ou font des discours religieux même dans des lieux qui ne sont pas des églises ou des oratoires, et qui "ont le devoir de rester fidèles aux enseignements de l'Église". Dans ce dernier cas de figure, ils sont responsables, personnellement ou l'association qui les a chargé de prêcher, de ce qu'ils disent, et "restent toujours soumis à la surveillance et aux directives de l'autorité ecclésiastique compétente"¹²¹.

La *loyauté envers l'autorité* est une condition voisine de la précédente. La "docilité" à l'égard des "pasteurs locaux légitimes" est requise au Nigeria, alors que les évêques des Philippines parlent expressément de se distinguer par la "loyauté envers la hiérarchie".

L'*idonéité*. Le laïc admis à prêcher doit aussi être idoine (Scandinavie, Brésil). Par idonéité l'on entend la personne qui mène une "vie chrétienne exemplaire" et qui est "suffisamment préparée" (Équateur).

Les *qualités personnelles* d'abord, et en premier lieu le caractère exemplaire de la *vie chrétienne* menée par le laïc. L'intéressé doit jouir d'une "bonne renommée" (Bolivie, Colombie, Japon, Sri Lanka) ou de "l'intégrité de vie voulue" (Venezuela). Il doit mener une "vie chrétienne correcte" (Chili, États-Unis) ou "exemplaire" (Équateur, Nigeria et Portugal) et donner un "témoignage de vie" (Haïti et Honduras) ou "de vie chrétienne" (Colombie), "se remarquer à sa vie chrétienne" (Espagne). Sa "réputation morale" doit être bonne (Philippines). Il doit être connu à la fois pour "sa droiture morale et sa vie chrétienne" (Pérou), ses "bonnes mœurs" (Japon). Sa vie sera exemplaire "au plan personnel et au plan communautaire" (Italie).

¹²¹. Les États-Unis exigent la "fidélité à la direction et à l'enseignement du magistère", *ibid.*

En outre le laïc doit posséder une *formation scientifique* suffisante. La conférence des évêques du Portugal demande "de bonnes connaissances théologiques ou morales, selon la matière à traiter". Le laïc doit recevoir une "préparation théologique et spirituelle" (Italie), qui doit être "suffisante" (Sri Lanka), une préparation "adéquate" (Berlin), une préparation "doctrinale appropriée en matière religieuse" (Colombie), ou posséder "la connaissance requise" (Nigeria), "une science suffisante" (Honduras, Japon), une "solide formation catéchétique" (Bolivie).

Le prédicateur devra faire preuve de dons d'*expression orale*. Il va de soi qu'une qualité importante est la capacité à s'exprimer en public. D'où l'insistance sur les "dons pédagogiques" (Honduras), ou sur les "qualités appropriées pour parler en public" (Colombie). Dans le même sens les conférences des évêques d'Italie et du Sri Lanka parlent de "capacité de communication"¹²².

L'*acceptation de la communauté* est requise au Honduras et en Bolivie, acceptation qui doit être "bonne", selon les termes du décret de la Colombie¹²³.

L'*âge*. Seule la conférence des évêques du Pérou indique une limite, fixée à dix-huit ans minimum. À cette disposition peut se rattacher celle de la conférence de Malte qui exige "la maturité nécessaire".

Reste les *compétences* spécifiques des laïcs qui, nous l'avons vu, sont parfois invoquées pour justifier leur intervention dans la prédication. Ces compétences peuvent être en matière financière

¹²². Dans ses orientations pour la prédication, la conférence des évêques des États-Unis parle de "dons appropriés de communication et de parole". Elle ajoute une condition qui ne se trouve pas ailleurs et qui est intéressante: "Avoir du temps, l'aptitude et l'intention de se préparer correctement à ce ministère", *Ibid.*

¹²³. Les évêques américains spécifient que les laïcs seront "familiers avec les besoins de la communauté", *Ibid.*

(Canada)¹²⁴, ou consister en un témoignage d'une expérience vécue (Chili). Elles peuvent aussi être de nature apostolique (République Dominicaine). Ou tout simplement des "compétences spéciales" (Nigeria). Cette intervention peut donc revêtir un rôle pédagogique, à plus forte raison quand elle vise à promouvoir la place et la mission que les laïcs doivent occuper et assumer dans le cadre de la mission générale de l'Église (Chili).

CONCLUSIÓN

Il est cependant frappant de constater que cela a conduit nombre d'évêques à "durcir" la législation universelle¹²⁵. Cela est sensible dans le recours à l'évêque diocésain qui est fréquemment exigé, ou dans le caractère de mandat donné à l'autorisation de prêcher.

Nous voyons que les conférences des évêques ont préféré, en général, "se soustraire à la tâche difficile de préciser les circonstances qui rendent opportunes la prédication des laïcs dans les églises et oratoires en recourant à la solution discutable qui remet toute détermination en la matière au pouvoir discrétionnaire de l'évêque diocésain"¹²⁶. Quoi qu'il en soit de la variété des cas de nécessité ou d'utilité, nous avons vu que des conditions de sûreté (rédaction par écrit), de durée ne sont pas rares, ainsi que des normes relatives au contenu de la prédication.

¹²⁴. Mais l'intervention d'un laïc pour présenter la situation financière du diocèse ou de la paroisse peut difficilement être qualifiée de prédication.

¹²⁵. Ils sont donc loin de suivre la requête en faveur d'un assouplissement de la législation, "afin d'établir une plus grande cohérence entre eux [les canons] et notre théologie de la prédication", c'est-à-dire celle des États-Unis (P. F. NORRIS, "Lay Preaching...", *a.c.*, p. 454). Mais pourquoi ne serait-ce pas plutôt cette 'théologie de la prédication' qui devrait s'adapter à la législation de l'Église pour mieux la respecter et lui être ainsi plus fidèle?

¹²⁶. G. FELICIANI, "La prédication...", *a.c.*, p. 125.

L'on peut regretter que trois conférences d'évêques seulement aient cru bon de préciser le moment auquel le laïc peut intervenir, car c'est certainement un point facilement litigieux pour ceux qui n'ont pas les idées claires sur la nature exacte de la prédication laïque et sa non confusion possible avec ce que nous connaissons sous le nom d'homélie¹²⁷.

Les décrets particulièrement clairs du Chili et du Pérou, et celui, exemplaire dans sa précision, de Malte, pourraient servir de modèles pour les cinquante-et-une conférences des évêques qui n'ont pas encore pris de mesures d'application du code en la matière.

Si nous voulions résumer les normes du droit universel, nous dirions sans hésiter que, dans les cas à déterminer par chaque conférence des évêques, des laïcs peuvent être appelés à prêcher dans des églises ou des oratoires de façon tout à fait exceptionnelle, sans que cette prédication se confonde avec l'homélie, ni par le contenu ni par sa place au cours de la célébration¹²⁸.

En revanche, il est beaucoup plus malaisé de dresser comme un portrait-robot du prédicateur laïc d'après la législation particulière émanant des différentes conférences des évêques. En effet, les situations locales sont très variées. Les dispositions doivent être adaptées en conséquence. Malgré tout, pour nous en tenir à l'essentiel, nous pourrions dire que, l'homélie restant du ressort exclusif des ministres ordonnés, dans certaines circonstances à déterminer par les conférences des évêques, l'évêque diocésain peut donner, pour une durée déterminée, un

¹²⁷. Cf. ce qui a été dit dans la première partie de cet article, au paragraphe B) 6.

¹²⁸. À remarquer la législation orientale, plus précise et limitative: "In extraordinariis adiunctis maxime ad supplendam penuriam clericorum ceteris quoque christifidelibus dari potest ab Episcopo eparchiali mandatum prædicandi etiam in ecclesia firmo can. 614 § 4" (*CCEO*, c. 610 § 4), lequel c. 614 § 4 rappelle que "Homilia sacerdoti aut, ad normam iuris particularis, etiam diacono reservatur".

mandat pour prêcher à des laïcs, qui se distinguent par leur droiture doctrinale, leur fidélité au magistère, leur vie exemplaire, et qui ont été dûment préparés à cette charge.